

GAZ DE SCHISTE

et mobilisations
citoyennes en Europe



GAZ DE SCHISTE

et mobilisations
citoyennes en Europe





Sommaire

INTRODUCTION	6
PARTIE I : Comprendre les mobilisations au Nord : contexte et outils	8
1.1. Saisir les évènements	9
1.1.1. Les rêves d'indépendance énergétique	10
1.1.2. La mondialisation	13
1.2. Quelques concepts indispensables	14
1.2.1. Acteurs et enjeux	14
1.2.2. Des conflits sociaux et environnementaux	17
1.2.3. Un scénario-type	18
PARTIE II : Des mobilisations à travers l'Europe	20
2.1. La France et le gaz de schiste : épopée d'une mobilisation réussie	21
2.1.1. Premices d'un soulèvement populaire	22
2.1.2. De l'eau dans le gaz	24
2.1.3. Des initiatives locales et une bonne coordination : recette pour une mobilisation réussie	25
2.1.4. Une mobilisation qui se poursuit	26
2.2. Les paysans polonais face à Chevron	28
2.2.1. L'industrie extractive à l'assaut des campagnes polonaises	28
2.2.2. Les paysans se mobilisent	31
2.3. Comment réussir sa mobilisation ?	34



PARTIE III : Éveil de la conscience collective:	
vers des solutions globales	36
3.1. Prise de conscience d'un problème global	37
3.2. Passer à l'action	39
3.2.1. Le Forum Contre les Grands Projets Inutiles Imposés	40
3.2.2. Les possibilités d'action à l'avenir	41
CONCLUSION	44



Introduction

Durant des décennies, les questions d'extraction des ressources naturelles ont souvent été rapportées au contexte des pays du Sud. La colonisation de ceux-ci a permis aux pays du Nord de se fournir abondamment en ressources. La fin des colonies n'a pas signé celle de cet approvisionnement qui a entre autres entraîné de nombreux conflits locaux et des désastres environnementaux.

Jusqu'à présent, la *Commission Justice et Paix* s'est essentiellement intéressée à la problématique de l'extraction et aux mobilisations sociales qui en découlent dans les pays du Sud. Mais depuis un certain nombre d'années, nous observons que les dynamiques tendent à évoluer. Ce qui se présentait autrefois comme une problématique "Nord-Sud", se présente également aujourd'hui comme une question "Nord-Nord" et "Sud-Sud".

La demande mondiale en énergie ne cessant d'augmenter, de plus en plus de pays du Nord ont décidé d'exploiter les ressources présentes sur leur propre territoire afin de ne plus dépendre du Sud. Mais cette recherche d'indépendance n'est pas sans conséquences. Les pays du Nord goûtent, pour ainsi dire, à leur propre médecine et découvrent sur leurs propres terres les revers de l'exploitation minière intensive.

Cette étude part d'un constat : de plus en plus de mobilisations à l'encontre de projets miniers se déploient dans les pays du Nord. Cela se produit non seulement pour des projets qui touchent directement les citoyens tandis que l'on observe également une sensibilité plus accrue pour ce qui se passe au Sud, donnant ainsi naissance à des solidarités et des volontés d'action internationale.



Par cette étude nous souhaitons donner au lecteur un maximum d'outils nécessaires pour comprendre les situations de mobilisation dans les pays du Nord et pour cerner au mieux leurs enjeux. Pour cela, nous démarrons par une première partie permettant de comprendre le contexte global dans lequel ces mobilisations sont nées. Nous mettons également en exergue différents marqueurs d'analyse permettant de mieux décomposer ces situations.

Dans un deuxième temps, nous revenons sur des cas concrets de mobilisations citoyennes dans les pays européens. Cette étape permet de mieux réaliser ce qui se passe concrètement sur le terrain. Elle est aussi l'occasion de cerner des éléments clés qui mènent les mobilisations vers une plus grande visibilité et réussite. Nous avons choisi de centrer l'étude de ces mobilisations autour de l'exploitation du gaz de schiste en Europe. Depuis quelques années, la question fait grand bruit et n'est pas prête d'être résolue.

La troisième et dernière partie fait le point sur l'internationalisation des mobilisations. En effet, la plupart des acteurs de ces mouvements citoyens se rendent compte de la dimension globale de leur lutte. Nous voyons ainsi comment différents groupes se solidarisent au-delà des frontières que ce soit au sein de l'Europe mais aussi avec d'autres continents.

Cette étude se veut avant tout une introduction aux situations de mobilisation au Nord et invite le lecteur à pousser plus loin sa réflexion. Tout au long de celle-ci, il est invité à s'informer davantage grâce à différents liens vers des documentaires, livres, sites web de mouvement sociaux qui sont suggérés.

Bonne lecture !



Partie I

Comprendre les mobilisations au Nord : *contexte et outils*

Bien qu'il soit évidemment impossible et peu pertinent de faire d'un cas une généralité, nous ne pouvons que constater que des caractéristiques communes reviennent lorsque des ressources naturelles sont extraites. Il semble dès lors intéressant de mettre en avant certains marqueurs communs aux situations, aux mobilisations populaires qui se déclenchent face à ces activités.

Nous souhaitons, dans cette première partie, revenir sur divers éléments de contextes mais aussi sur des concepts clés qui nous semblent récurrents et qui permettront à tout un chacun de mieux cerner les événements qui se produisent et leurs enjeux.

Procéder de la sorte nous permettra, par la suite, d'analyser des cas spécifiques de manière plus ciblée mais également d'établir des points de comparaison précis entre ceux-ci. Cette manière d'entreprendre donnera également la possibilité de mettre en miroir les situations vécues au Nord avec celles vécues au Sud.

Au terme de cette partie, nous serons d'autant plus en mesure de faire dialoguer entre elles les situations et de voir à quel point, même si les réalités géographiques, politiques et sociales de chacune diffèrent, la problématique de l'extraction est avant tout globale et sans frontières.

1.1. Saisir les événements

Quoi de mieux pour comprendre une situation que de la plonger, avant toute chose, dans le contexte dans lequel elle se déploie ? Dans le cas de l'extraction des ressources naturelles il est ainsi très important de relier ce qui se passe au niveau local à la conjoncture internationale. Pour ce faire, arrêtons-nous quelques instants sur les deux éléments primordiaux que sont l'indépendance énergétique et la mondialisation afin de percevoir quel est leur impact direct sur les mobilisations locales et sur ces situations de crise.



1.1.1. Les rêves d'indépendance énergétique

Mais pourquoi donc la problématique de l'extraction se rapproche-t-elle autant de nous aujourd'hui ? L'idée de "mines", "d'extraction de minerais", nous semblait à nous belges, une réalité appartenant au passé lointain de nos charbonnages ou à l'actualité plus récente de certains pays du Sud bien éloignés de nos frontières. Pourtant, depuis quelques temps, la question nous touche au travers de différents cas comme le gaz de schiste en France et en Pologne ou l'or de Rosia Montana en Roumanie. Une raison à cela ? La volonté d'atteindre l'"indépendance énergétique" constitue très certainement une grande partie de la réponse.

Mais qu'est-ce donc que l'indépendance énergétique ?

"L'indépendance énergétique est la capacité d'un pays ou d'un territoire à satisfaire l'ensemble de ses besoins en énergie. Un pays qui atteint l'indépendance énergétique est capable de produire, transformer et transporter par lui-même l'énergie qu'il consomme. Au contraire, un pays en dépendance énergétique est obligé d'importer de l'énergie pour satisfaire ses besoins¹".

Qu'est-ce que cela implique ?

Jusqu'à présent de nombreux pays sont dépendants énergétiquement. Ils se fournissent en pétrole auprès des membres de l'OPEP² et en gaz auprès de la compagnie russe Gazprom, pour ne citer que d'infimes exemples.

La consommation, et donc la demande, d'énergie mondiale ne faisant qu'augmenter, les pays dépendants souhaitent de plus en plus trouver le chemin de l'indépendance et ainsi sécuriser leur approvisionnement. Pour se faire, ils veulent produire sur leur propre territoire l'énergie qu'ils consomment et pourquoi pas, si la production est florissante, devenir exportateur.

Dans cet idéal d'autonomie est véhiculée la vision qu'un pays ne devra non seulement plus déboursier d'argent pour se fournir en énergie mais qu'il pourrait également en tirer des bénéfices.

Ainsi, les puits de forage et autres exploitations minières se déploient dans les pays du Nord afin d'assurer ce rêve.

¹ <http://www.planete-energies.com/fr/glossaire-340.html&Letter=I>

² Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole.

“Drill, baby, Drill!” (Fore, chéri, fore!)

Ce slogan a été lancé par le parti Républicain américain lors de sa Convention nationale en 2008. Il s’inscrit dans la droite ligne d’une volonté de renaissance énergétique en vue d’une future autonomie qui propulserait les États-Unis en avant plan de la production énergétique mondiale et romprait leur dépendance par rapport aux grands pays pétroliers.

Cette politique vise à exploiter au maximum les ressources du pays, qu’elles soient pétrole ou gaz, afin que le pays soit auto-suffisant et puisse également devenir exportateur. Elle ne prend bien évidemment pas en compte la finitude des ressources fossiles et les dégâts qui peuvent être causés à l’environnement suite à leur exploitation.

C’est dans cette optique de “forer à tout prix” que le pays s’est notamment lancé dans la course “miraculeuse” au gaz de schiste. Aujourd’hui, après 10 ans d’exploitation et déjà 500 000 puits forés, le bilan environnemental est plus que mitigé...

Les États-Unis, ces pionniers

Les premiers à s’être lancés dans la grande aventure de l’indépendance énergétique sont les États-Unis. Depuis le début des années 2000, le pays a décidé d’exploiter son sous-sol en vue d’en extraire un maximum de gaz et d’huile de schiste. Aujourd’hui, plus de 500 000 puits ont déjà été forés sur le territoire. Autant dire qu’il règne dans certaines régions une véritable ambiance de ruée vers l’or. Les images de propriétaires terriens devenus millionnaires après avoir découvert qu’un puits de gaz de schiste dormait dans leur

jardin ou encore de travailleurs ayant migrés dans ces régions florissantes gagnant des salaires mirobolants ne cessent de circuler. Elles donnent envie de se jeter les yeux fermés dans ce nouvel eldorado.

Cette nouvelle version de l’American dream a fait des émules de l’autre côté de l’Atlantique et est venue se loger dans les esprits européens. Nombreux sont les États du vieux continent qui rêvent à leur tour de prendre la route de ce Saint Graal qu’est l’indépendance énergétique.



Les revers de l'indépendance

Si sur papier cette ambition ne semble pas illégitime, c'est sans compter sur les conséquences négatives qui se présentent une fois le processus lancé.

Exploiter les ressources naturelles signifie avant tout exploiter un territoire et ses sous-sols au moyen de techniques pouvant provoquer des nuisances momentanées ou irréversibles pour l'environnement et les habitants.

Si de nombreux États décident d'exploiter ces ressources dans la course à l'indépendance énergétique, ils prennent souvent peu en compte les versants négatifs qui peuvent se présenter à long terme. Il nous semble

qu'il s'agit d'un souci de positionnement des dirigeants sur ce débat clé qu'est la transition énergétique.

En effet, vouloir investir davantage dans des ressources non renouvelables est une position adoptée par certains pays qui rangent au placard cette idée de transition énergétique. Cette dernière aurait pourtant fait la part belle à la recherche d'énergies plus vertes et renouvelables dans un but de durabilité et de respect de l'environnement.

Choisir d'exploiter les énergies fossiles est un choix qui peut être rentable à court terme mais qui est préjudiciable sur le long terme. Il est important pour les gouvernements de poser

des choix dans leurs politiques énergétiques. La question qui se pose est de savoir s'ils veulent privilégier une indépendance énergétique à tout prix ou alors prendre le chemin d'une transition énergétique.

Quelques revers de l'extraction des ressources naturelles :

- Accaparement de terres
- Expulsion de populations
- bouleversement de l'organisation des communautés
- Pollution des sols
- Émissions de CO₂
- Accaparement des réserves d'eau
- Mauvaise répartition des richesses
- Nuisances sonores et visuelles

1.1.2. La mondialisation

Pour avoir une compréhension approfondie des mobilisations qui se déploient actuellement, il est nécessaire de les replacer dans le contexte de mondialisation. Celle-ci sous-entend que des phénomènes économiques, politiques, culturels ou encore environnementaux sont aujourd'hui interconnectés à l'échelle planétaire.

Comme le signal François Polet³, un jeu de "gagnants-perdants" s'est mis en place au travers de la mondialisation. Tout un chacun n'est pas logé à la même enseigne et les inégalités tendent à s'accroître. Les mouvements sociaux sont les vitrines des tensions sociales, économiques ou encore politiques qui ont été accentuées par ce phénomène. La problématique des ressources naturelles est au cœur de cette question. François Polet d'expliquer : "à l'ère de la mondialisation néolibérale, les territoires, les ressources naturelles, les paysages sont déconnectés, arrachés de leurs fonctions sociales, économiques ou culturelles locales pour être envisagés du seul point de vue de leur valorisation sur les marchés internationaux".

³ Polet, F. *Mouvements sociaux au Sud : diversité et tendances de fond*, In : État des résistances dans le Sud, CETRI, 2008.

L'industrie extractive, se déployant au cœur de la mondialisation et de l'économie capitaliste, participe directement à cet accaparement des ressources à des fins commerciales qui vont à l'encontre du bien-être des populations locales.

Le phénomène a également pour effet que ces problématiques ne touchent plus seulement une zone géographique précise mais bien l'entièreté du globe puisque dès à présent les ressources circulent directement entre les frontières et sont intégrées sur les marchés mondiaux.

Cette problématique porte à nouveau sur le devant de la scène le débat entre la volonté d'un développement économique à tout prix et celle d'un respect des droits humains et du droit de chacun à vivre dans son environnement.

1.2. Quelques concepts indispensables

Le contexte est bien établi, passons maintenant aux concepts qui pourront nous aider dans la compréhension des mobilisations contre l'extraction au Nord.

1.2.1. Acteurs et enjeux

Pour bien comprendre les tenants et aboutissants des situations que nous analysons, il est primordial de bien distinguer quels sont les acteurs qui sont concernés par celles-ci ainsi que les enjeux propres à chacune.

Dans les cas d'extraction des ressources naturelles, nous distinguons trois sphères d'acteurs⁴ qui portent chacun des intérêts qui leur sont propres, expliquant ainsi leur positionnement face à la situation :

Les acteurs économiques

Nous rencontrons en première ligne les industries extractives. Directement intégrées dans le système économique capitaliste, ces entreprises ont pour objectif premier de faire fructifier leurs bénéfices et d'accroître leurs infrastructures. Leurs impacts

⁴ Nous avons décidé de nous centrer sur ces trois sphères d'acteurs car elles nous semblaient les plus parlantes dans le cadre de cette étude. Mais nous n'oublions pas qu'il existe dans la réalité une pluralité de sphères et d'acteurs potentiellement analysables.

sociaux et environnementaux ne sont, a priori, pas leur premier souci. Les préoccupations environnementales de plus en plus présentes à l'échelle internationale poussent ces groupes à se remettre en question, notamment au travers de processus comme la *responsabilité sociétale des entreprises*. Malgré quelques efforts, cette idée est encore en cours d'élaboration et n'est en rien contraignante pour les multinationales.

Ces industries sont généralement en possession de ressources financières énormes. Elles ont ainsi à leur disposition un accès rapide à l'information, aux techniques les plus avancées et à des aides juridiques puissantes.

Les acteurs politiques

Nous retrouvons différents niveaux d'action et d'enjeux en ce qui concerne ces acteurs. Pour les **gouvernements nationaux**, l'arrivée des compagnies d'extraction représente une possibilité de relance économique particulièrement appréciée en période de crise. Mais l'État devrait également prendre en compte le bien-être de ses citoyens ainsi que leurs revendications qui ne sont que trop rarement en accord avec ces industries bruyantes et polluantes.

Il s'agit donc aujourd'hui d'un véritable débat pour les gouvernements d'accepter ou non l'exploitation du

sous-sol de leur pays. Chaque État doit apprendre à jongler entre le bien-être et les demandes de ses citoyens dont il est dans l'obligation de protéger les droits, et les investissements qu'il souhaite faire sur son territoire.

Les questions de transition ou d'autonomie énergétique sont des enjeux majeurs, puisque c'est à chaque gouvernement de choisir quelle direction il prendra pour l'avenir énergétique de son pays. Chacun est également responsable des entreprises nationales qui s'installent à l'étranger. L'ambivalence est à nouveau présente puisqu'il y a d'un côté la volonté d'assurer la rentabilité des entreprises et de l'autre la volonté de respecter les droits humains et environnementaux.

Plus largement, nous retrouvons également des acteurs supranationaux comme **l'Union européenne**. Celle-ci peut à long terme jouer un rôle intéressant dans la mise en place de normes contraignantes qui obligeraient les entreprises à respecter les droits humains ainsi que l'environnement dans les lieux où elles travaillent. C'est donc sur le processus d'élaboration de normes menant à adopter une véritable responsabilité sociétale des entreprises que l'Union pourrait faire un pas de géant.



Son rôle est également primordial au niveau de la coordination et de la coopération entre les pays membres. En ce qui concerne l'approvisionnement en énergie, on retrouve souvent une situation de compétition entre les États d'où le discours récurant "pourquoi ne creuserait-on pas notre sol puisque de toute façon nos voisins vont le faire ?". Mettre en place une politique européenne énergétique permettrait de diminuer cet effet de concurrence et d'avancer d'autant mieux ensemble sur cet enjeu de transition énergétique.

Les acteurs sociaux

En avant plan, nous retrouvons les **populations locales**. Avec l'installation de projets d'extraction celles-ci sont balancées entre l'espoir de créations d'emplois mais aussi la crainte de voir leur environnement proche dévasté. Dans les cas que nous allons analyser plus avant, nous verrons que ce sont elles qui prennent l'initiative de se mobiliser contre des projets d'industries extractives.

Étant en première ligne, les citoyens sont généralement les premiers à se rendre compte des effets néfastes de l'extraction mais aussi les premiers à les subir. Nous nous focaliserons particulièrement sur leurs actions tout au long de ces pages.

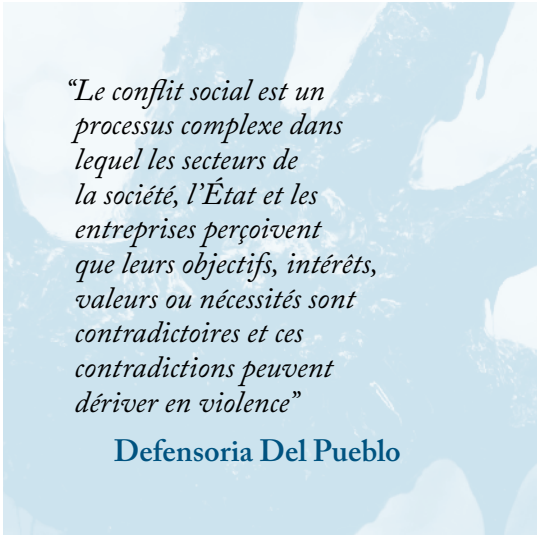
Aux citoyens, nous pouvons également ajouter la **société civile**. Militants, ONG, organisations professionnelles, caritatives et autres sont bien souvent d'un grand soutien pour les citoyens et peuvent servir de porte-parole auprès des gouvernements.

De grandes asymétries entre les acteurs...

Bien que tous soient concernés par les enjeux de l'extraction, nous avons pu observer que les intérêts des acteurs divergent en la matière. Chacun tente de défendre ses droits et volontés mais très fréquemment tous ne bataillent pas à armes égales. Les citoyens se retrouvent régulièrement démunis face aux industriels qui brassent de grandes quantités d'argent et peuvent se permettre les meilleures protections juridiques. La mobilisation reste ainsi la plus grande arme de la population qui n'a souvent d'autre choix que d'agir au travers d'actions de terrain ou de plaidoyers auprès des gouvernements.

1.2.2. Des conflits sociaux et environnementaux

Nous reprendrons ici la définition du conflit social selon la *Defensoria del pueblo* du Pérou. Cet organe parastatal péruvien a été mis en place pour défendre les droits fondamentaux des personnes et des communautés. Dans un contexte où l'extraction minière est florissante et provoque de nombreux conflits, cette définition nous semble éloquente.



“Le conflit social est un processus complexe dans lequel les secteurs de la société, l’État et les entreprises perçoivent que leurs objectifs, intérêts, valeurs ou nécessités sont contradictoires et ces contradictions peuvent dériver en violence”

Defensoria Del Pueblo

Dans le cas de l'extraction des ressources naturelles, nous avons très clairement affaire à des situations de conflits sociaux allant ici de pair avec des conflits environnementaux.

Nous pouvons distinguer des intérêts très différents entre les acteurs concernés. À titre d'exemple, les intérêts des compagnies extractives, dont le but premier est d'être rentables, peuvent aller à l'encontre de ceux des habitants des régions touchées qui souhaitent garder un environnement de vie agréable et ne pas être affectés par la pollution et les nuisances occasionnées par l'activité extractive.

Un conflit social ne se traduit pas obligatoirement par de la violence. Malgré tout, celle-ci peut rapidement en constituer une dérive menant à des guerres civiles ou interétatiques.

1.2.3. Un scénario-type

Même si chaque situation présente un contexte et des acteurs qui lui sont propres, nous pouvons malgré tout mettre en avant un scénario-type d'interaction entre les différents acteurs⁵.

Un scénario-type ne veut pas dire que les choses se présentent toujours exactement de la même manière, mais bien que certains éléments semblent récurrents dans des contextes d'exploitation de ressources naturelles. Les prendre en compte nous permettra de mieux comprendre chaque situation individuellement mais également d'avoir des points de comparaison entre celles-ci.

Scénario-type

- **Un manque de transparence dès le début des opérations.** Généralement, le début des travaux de forage se fait de manière très opaque. On observe rarement de grands processus de consultation préalable de la population locale. Une des premières plaintes de celle-ci est d'ailleurs le manque de transparence dans le déroulement de ces démarches. Les habitants se trouvent souvent devant le fait accompli lorsqu'ils voient débarquer camions, pelleteuses et autres matériels de chantier.

⁵ Ce scénario a été présenté par Alain Deneault qui a longuement travaillé sur les industries extractives canadiennes et leur action tant sur le sol national qu'à l'étranger. Deneault A., Sacher W, *Paradis sous terre. Comment le Canada est devenu une plaque tournante pour l'industrie minière mondiale*, Rue de l'échiquier, Paris, 2012.

Collusion entre élites politiques et économiques

Les entreprises extractives étant en possession d'un capital économique très élevé, elles peuvent se permettre de fortes dépenses pour promouvoir leurs projets auprès des gouvernements. Cet état de fait peut entraîner des dérives comme la corruption par exemple.

La population a bien souvent de grandes difficultés à trouver un interlocuteur direct auprès de l'entreprise extractive. Il lui est ainsi difficile de s'informer sur les tenants et aboutissants des projets qui la touchent. Nous le verrons par la suite, l'accès à l'information et la circulation de celle-ci est l'un des enjeux majeurs pour les mobilisations citoyennes.

- **Des illusions et des divisions.** L'ensemble des citoyens ne forment pas un bloc compact. Les avis et les intérêts diffèrent, les industries extractives l'ont elles-mêmes bien compris. Elles ne manquent ainsi

pas d'arguments pour faire miroiter aux habitants des zones qu'elles souhaitent exploiter les avantages que créerait l'investissement de leurs terres. Ces batailles argumentaires ont bien souvent comme résultat de créer des divisions au sein des communautés locales.

- **Impacts systématiques sur l'environnement et les communautés locales.** Même si toutes les précautions sont prises, on ne peut éviter les impacts directs ou indirects de l'extraction sur le milieu naturel et les populations qui y vivent. Ce sont bien souvent ces dernières qui sont les premières victimes des dérives de l'extraction mais ce sont elles aussi qui seront les moteurs des mobilisations qui contesteront ces projets.



Partie II

Des mobilisations à travers l'Europe

Cette partie nous permet de prendre connaissance de différents cas de mobilisations contre l'extraction en Europe. Chaque cas présente un contexte et des acteurs différents mais nous y retrouvons quasi systématiquement le scénario-type que nous avons présenté précédemment.

Ces différentes situations sont l'occasion de mieux comprendre les jeux des acteurs dans des cas pratiques mais aussi de nous familiariser un tant soit peu avec la dimension technique de l'extraction des ressources naturelles. Nous allons voir quels sont les enjeux et impacts directs de ces activités tant d'un point de vue environnemental que sociétal.

Après avoir parcouru deux cas de mobilisations, nous consacrerons la fin de ce chapitre à déceler quels éléments font qu'un mouvement social est entendu et peut mener à une victoire pour ses membres.



2.1. La France et le gaz de schiste : épopée d'une mobilisation réussie

Entre 2010 et 2012, l'extraction du gaz de schiste a fait grand bruit en France. Durant de nombreux mois, mobilisations et débats sur la question ont fait la une des médias. L'intérêt du cas français est qu'il aborde des questions qui nous concernent aussi en tant que belges et citoyens européens sur notre manière de gérer nos ressources et notre énergie.

La lutte contre le gaz de schiste en France est un mouvement citoyen qui, jusqu'à présent, a réussi par sa simple mobilisation à se faire entendre aux niveaux local et international, et a obtenu gain de cause.

La possibilité d'exploitation du gaz de schiste est aujourd'hui gelée au sein de l'Hexagone mais ce n'est pas pour autant que les mobilisations se sont éteintes. De nombreux groupes continuent leur combat que ce soit dans leur propre pays mais aussi avec d'autres populations touchées par l'extraction à travers le monde.

2.1.1. Prémices d'un soulèvement populaire

Mars 2010. Le ministre de l'Écologie du Gouvernement Sarkozy, Jean-Louis Borloo, octroie des permis exclusifs "de recherche d'hydrocarbures liquides ou gazeux"⁶ à plusieurs multinationales.

Derrière cette allocution, se cache une autorisation d'explorer les sous-sols français dans le but d'y trouver du gaz de schiste. C'est ainsi que, à titre d'exemple, la compagnie américaine *Schuepbach Energy LLC* a obtenu le permis dit "de Nant" lui permettant d'explorer la région du bassin de Causses-Cévennes- Ardèche. *Egdon Resources*, *Malta Oil Pty Ltd* et *Nautical*

Petroleum Plc ont acquis le permis de "Saint Laurent" dans les Landes et *Total* obtient celui de Montélimar. En tout, plus d'une soixantaine de permis seront accordés.

Ce ne sont là encore que quelques discussions entre le Gouvernement français et des géants de l'extraction afin d'augmenter la production d'énergie au sein du pays. Le tout est négocié dans l'ombre et bien gardé d'être mis à la une des médias. La question reste, durant quelques mois, inconnue de l'opinion publique.

⁶ http://sylvain.ridard.net/gasland/doc/joe_20100330_0075_p000.pdf



Le gaz de schiste en quelques mots

Gaz de schiste, gaz de roche mère, shale gaz... les appellations sont diverses pour ce gaz naturel retenu dans les fins pores de la couche de roche de schiste ou roche mère. Contrairement aux gaz conventionnels, l'exploitation de ce gaz nécessite des techniques non-conventionnelles pour être extrait.

Qu'est-ce que cela signifie ? Les gaz conventionnels étant retenus sous forme de réservoirs dans le sous-sol, un forage vertical, directement orienté vers la réserve, est suffisant pour les extraire. Dans le cas des gaz de schiste c'est différent. Ces derniers sont contenus dans les porosités de la roche qui a le désavantage supplémentaire d'être très perméable. Impossible donc de les extraire par un simple forage vertical. À ce jour, la seule technique connue et efficace pour l'extraction du gaz de schiste est la fracturation hydraulique cumulée au forage horizontal.

Une méthode d'extraction : la fracturation hydraulique

Connue aussi sous le nom de "fracking", la fracturation hydraulique consiste à forer un puits de 1500 à 4000 mètres de profondeur afin d'atteindre la roche de schiste qui renferme le gaz. À ce puits, on ajoute un forage vertical qui permet de rencontrer un plus grand nombre de fractures et donc d'augmenter la production. Au fond du forage, une explosion est provoquée afin de fissurer la couche de schiste. On envoie ensuite, à très haute pression, "le liquide de fracturation". Ce dernier a pour but d'élargir les fissures créées par l'explosion et de les maintenir ouvertes afin de permettre au gaz de s'échapper et de remonter à la surface. Ce liquide est composé à peu près à 99% d'eau et de sable, le 1% restant est composé d'additifs chimiques en tout genre dont chaque entreprise possède sa propre recette.

Pour une explication animée et en image : <http://app.owni.fr/gaz/>

2.1.2. De l'eau dans le gaz

Le 6 octobre 2010 le journaliste Fabrice Nicolino publie un article dans le magazine *Charlie Hebdo* intitulé : "Du gaz à tous les étages"⁷. Avec ce papier, bref mais soutenu, Nicolino dévoile la question des permis d'exploration de gaz de schiste au grand public. Il informe la population sur l'existence de ceux-ci et met en garde le citoyen contre les éventuels risques que cela représente. Il se situe dès lors comme un fervent opposant à ce projet.

Alors que jusqu'à présent toutes les négociations et décisions autour du gaz de schiste s'étaient faites dans l'ombre, la parution de cet article constitue l'élément déclencheur d'une prise de conscience collective. À partir de ce moment, tout va très vite.

On voit rapidement émerger spontanément une mobilisation locale en manque de confiance vis-à-vis du Gouvernement, accusé de ne pas avoir fait preuve de suffisamment de transparence. De nombreux élus locaux s'indignent de ce manque d'information. Nombre d'entre eux n'ont pas été informés de l'existence de permis sur les territoires qu'ils administrent.

Des groupes de citoyens se sont formés, menant une action en deux temps.

Tout d'abord **une phase d'information**. Il s'agit ici de comprendre exactement ce que sont le gaz de schiste et la fracturation hydraulique en vue de mieux percevoir les conséquences qu'entraîneraient les différents permis octroyés par le Gouvernement. Le début de la mobilisation concorde avec la sortie du film "Gasland" de l'Américain Josh Fox. Ce film met en avant les conséquences, souvent dramatiques, de la fracturation hydraulique après dix ans d'exploitation du gaz de schiste aux États-Unis. Il est projeté lors de nombreuses réunions d'information et de débats.

*"Ce n'est pas juste extraire
du gaz de schiste,
c'est aussi polluer une
région, désorganiser
une société..."*

Pierre Rabhi,

Agriculteur, philosophe,
écrivain français d'origine algérienne.
Il s'agit d'un des pères de l'agro-écologie.

⁷ <http://fabrice-nicolino.com/index.php/?p=992>

Dans un deuxième temps, ce mouvement citoyen **passé à l'action**. Forts d'avoir pu mobiliser un large public, différents collectifs souhaitent faire entendre leur opposition aux projets d'exploitation du gaz de schiste en faisant pression sur les autorités. Début décembre 2010 a lieu la première réunion qui rassemble plusieurs de ces collectifs locaux venant de régions concernées par les forages. Cette mobilisation, au départ très localisée, commence alors à prendre une ampleur nationale. Elle regroupe tant des citoyens que des élus locaux ou des militants écologistes.

Sa popularité va encore augmenter avec l'intervention de deux députés européens : José Bové et Corinne Lepage. Ces derniers vont, dès janvier 2011, demander le gel des permis utilisant la fracturation hydraulique. Dès lors, demande de moratoire, arrêtés municipaux, recours devant les tribunaux ne cessent de pleuvoir. Le mouvement citoyen ne s'arrête plus de grandir. Il mêle tant des actions judiciaires et administratives que des mobilisations de terrain, des manifestations, des actions symboliques ou encore le lancement de pétitions.



Le Gouvernement ne peut faire autrement que de prendre en compte ces protestations. En juillet 2011, il finit par adopter une loi interdisant la fracturation hydraulique qui, pour rappel, est la seule technique actuellement efficace pour extraire le gaz de schiste.

2.1.3. Des initiatives locales et une bonne coordination : recette pour une mobilisation réussie

La mobilisation en France constitue jusqu'à présent un succès puisqu'elle a abouti sur la loi de juillet 2011 interdisant l'utilisation de la technique de fracturation hydraulique sur le territoire de l'Hexagone.

Quels éléments ont mené à cette réussite ?

Tout d'abord, le fait que cette mobilisation a démarré directement d'un mouvement citoyen - les premiers concernés par l'extraction - lui donne une dimension très concrète. Ensuite parce que ces divers groupes de militants ont réussi à rendre leur action

plus efficace en étant parfaitement coordonné tant au niveau local que national, voire européen. Les revendications ont pu être portées d'une seule voie auprès du Gouvernement.

Une particularité de cette mobilisation est aussi sa décentralisation. Bien que le message soit le même, il ne vient pas d'une seule et même voix mais bien d'une multitude de sources.

La diversité des actions menées explique aussi la réussite du projet. Les militants sont présents au travers de différents vecteurs : information et sensibilisation directe de la population, mise en place de pétitions, actions directes sur le terrain, procédures légales, interpellation du monde politique...

L'un des points essentiels de cette mobilisation est très certainement la circulation des informations qui s'est mise en place dès le début. Comme nous l'avons vu dans le scénario-type, la désinformation et le manque de transparence envers la population reviennent de manière récurrente dans les situations d'extraction des ressources naturelles. Les citoyens ont pris le contre-pied de cette fatalité en organisant, dès les premiers jours, des réunions d'information et en faisant circuler les données entre les comités.

2.1.4. Une mobilisation qui se poursuit

La loi votée en 2011 a été une belle victoire pour la mobilisation citoyenne. Mais ce n'est pas pour autant que celle-ci s'est totalement éteinte. Les acteurs restent tout de même méfiants, conscients que ces droits acquis peuvent toujours être retirés. L'alerte a été donnée une nouvelle fois dans les premiers mois de 2014 suite à des déclarations du Ministre du *Redressement Productif* Arnaud Montebourg, annonçant qu'il ne *"faut pas laisser de côté l'idée d'un jour exploiter le gaz de schiste en France"*.

Cette bataille contre le gaz de schiste français a éveillé plus largement les consciences. Les citoyens se sont rendu compte que si le gaz n'était pas exploité chez eux, les entreprises l'exploiteraient ailleurs. Nous verrons dans la troisième partie comment ces mouvements citoyens locaux tendent de plus en plus à se solidariser avec d'autres citoyens partout dans le monde, conscients que l'extraction n'est pas qu'une question locale mais bien mondiale.

S'informer et agir : quelques pistes

Suite aux mobilisations en France, de nombreuses plateformes d'échange d'information se sont mises en place. Nous vous proposons ici quelques supports qui pourront vous permettre d'approfondir la question et de vous forger une opinion sur la problématique.

DOCUMENTAIRES :

- **"Gasland"** : le film choc montre les revers de l'exploitation du gaz de schiste aux États-Unis. Un deuxième opus est sorti en 2013.
Josh Fox, États-Unis, 2010, 107 min.
- **"No Gazaran"** : ce film retrace la mobilisation française contre le gaz de schiste. Il suit de bout en bout le chemin parcouru par les acteurs de ce mouvement citoyen.
Doris Buttignol, Carole Menduni, France, 2014, 90 min.
- **"Terres de schiste"** : ce documentaire montre comment cette course au gaz et huiles de schiste constitue un problème sans frontières. Il expose ainsi les liens entre le vote de la loi contre la fracturation hydraulique en France et le début de l'exploitation en Patagonie.
Grégory Lassalle, France-Argentine, 2014.

LIVRES :

- **"Le mirage du gaz de schiste"** : dans ce livre, l'économiste Thomas Porcher montre de manière argumentée comment les industriels véhiculent de fausses idées autour de l'exploitation du gaz de schiste (création d'emplois, relance économique...)
- **"Holdup à Bruxelles"** : le député européen vert écologie José Bové qui était très présent lors de la campagne contre le gaz de schiste, montre dans son livre à quel point le travail de lobbying prend une place prépondérante au niveau européen notamment dans le cadre d'activités extractives.

>>>

LES COLLECTIFS :

Sur ces pages nous pouvons trouver les informations véhiculées par les collectifs de citoyens opposés à l'exploitation du gaz de schiste. On y retrouve des renseignements non seulement sur la mobilisation en France mais aussi partout dans le monde.

- www.nonaugazdeschistedrome.org (Drome)
- <http://www.stopaugazdeschiste07.org/>
- <http://www.scoop.it/t/schiste2>

2.2. Les paysans polonais face à Chevron

Nous quittons à présent la France afin de nous rendre dans d'autres contrées européennes qui connaissent elles aussi des soulèvements populaires face à des situations d'extraction des ressources naturelles.

Notre prochaine étape est la Pologne où plusieurs entreprises d'extraction ont décidé d'explorer les gisements de gaz de schiste. Tout comme en France, elles rencontrent sur leur passage de nombreuses résistances de la part des citoyens. Nous allons dès maintenant voir comment, dans un contexte qui diffère de celui de la France, des luttes citoyennes se sont mises en place afin de faire respecter les droits fondamentaux des populations.

2.2.1. L'industrie extractive à l'assaut des campagnes polonaises

Ce qui se produit en Pologne se rapproche à nouveau fortement du scénario-type que nous avons observé précédemment. Des compagnies extractives sont arrivées



dans les campagnes polonaises suite à des accords signés avec le Gouvernement. Il n'y a pas eu de consultation populaire préalable, les discussions s'étant faites majoritairement dans l'ombre.

Le manque d'information de la population est à nouveau omniprésent dans ce cas-ci. Des paysans signent des baux de location pour leurs terres mais sans vraiment savoir de quoi il s'agit. Faisant une confiance aveugle à leurs intermédiaires, ils ne font généralement appel à aucun juriste pour la signature de ces contrats, ce qui leur laisse très peu de marge de manœuvre après coup.

Les régions polonaises touchées par l'industrie extractive sont avant tout des régions très rurales, vivant majoritairement de l'agriculture et de l'élevage. Le manque d'information qui a poussé de nombreux paysans à signer des arrangements avec les compagnies d'extraction peut ainsi les placer à l'avenir dans des situations de précarité extrême. Ces agriculteurs vivant du travail de leurs terres se voient dépossédés de celles-ci durant un temps. À cela s'ajoute des risques de pollution très élevés dans le cas de l'extraction du gaz de schiste, pouvant produire à long terme des nuisances irréversibles sur leur activité.



Les débuts de la mobilisation commencent très certainement avec cette prise de conscience de la part de certains agriculteurs que l'activité extractive pourrait être nuisible sur le long terme. Tout comme en France, la première étape de la mobilisation consiste à informer la population sur ce que représente l'exploitation des gaz et huiles de schiste. Dans ce climat de désinformation, cette étape est cruciale.

Les premiers forages sont réalisés de manière très discrète et très peu de renseignements circulent concernant la mise en œuvre de ces activités. C'est ainsi que les premiers militants organisent des réunions d'information à destination de la population locale. Ils créent également des bases de données en vue de toucher le plus grand nombre possible de citoyens.

Qui est Chevron ?

Chevron est l'une des plus grosses compagnies pétrolières des États-Unis. Elle travaille essentiellement dans le secteur du pétrole et du gaz dans près de 180 pays.

Au-delà d'un succès économique grandissant, *Chevron* connaît également des zones d'ombre. L'une des plus connues est le procès que leur a intenté le gouvernement équatorien pour avoir pollué la forêt amazonienne durant de nombreuses années.

Le cas de l'Équateur est sans doute le plus médiatisé mais il n'est pas le seul ! Ainsi, les victimes de *Chevron* se sont rassemblées symboliquement le 21 mai 2014 pour la première journée internationale anti-*Chevron* afin de protester mondialement contre les nuisances occasionnées par cette multinationale auprès des populations.



Mais les compagnies extractives ne sont pas en reste. *Chevron*, entreprise actuellement la plus active en Pologne, n'hésite pas à lancer une campagne marketing en vue de convaincre les agriculteurs des bienfaits matériels que pourrait leur apporter l'exploitation de leurs terres. Les paysans sont divisés : d'un côté ceux qui sont pour louer leur terre, de l'autre ceux qui s'y opposent.

Chevron ne cessant de leur faire miroiter de belles sommes d'argent, certains finissent par céder. L'argument est proche de celui des partisans du gaz de schiste en France : "si ce n'est pas nous qui en profitons, ce seront d'autres".

2.2.2. Les paysans se mobilisent

Des effets néfastes se font ressentir très rapidement. Dès la phase d'exploration, des secousses sismiques touchent des nappes phréatiques rendant l'eau de celles-ci imbuables. Plusieurs paysans et activistes n'ont d'autre choix que de passer à l'action.

La mobilisation s'est concrétisée au travers de réunions d'information mais aussi directement sur le terrain. Les citoyens décident d'établir un campement qui empêche les engins de chantier d'atteindre leurs champs.

"Les entreprises d'extraction agissent en masse et le plus vite possible. Selon moi, il s'agit d'une nouvelle forme de guerre menée contre les citoyens. Une guerre civile où les compagnies ont davantage de pouvoir que les gouvernements. Elles ont les lois pour elles. L'objectif est de faire un maximum de profit. Les citoyens ne sont plus que de simples consommateurs. Voilà la nouvelle réalité dans laquelle nous vivons. C'est le contraire de la civilisation. Les fermiers qui sont en premier affectés par ce problème ont plus de connaissances sur le sujet que bien des petits bourgeois intellectuels dans les grandes villes. Eux sont en première ligne et agissent."

Lech Kowalski, réalisateur de plusieurs reportages sur l'exploitation du gaz de schiste en Pologne.

Les mouvements *Occupy*

Depuis quelques années maintenant, ces mouvements fleurissent à travers le monde. Ils s'opposent à l'ordre mondial en place et promeuvent une transformation du système économique néolibéral. Ces initiatives, qui se rapprochent fortement de celles des indignés, prônent une occupation de l'espace public afin de mettre en avant les inégalités économiques et sociales.



Le mouvement qui se met en place prend très vite le nom d'*Occupy Chevron*. L'occupation dure maintenant depuis le 3 juin 2013.

Paysans et militants se relayent sans relâche sur les lieux d'occupation afin d'empêcher *Chevron* d'avancer dans ses travaux. Plusieurs initiatives sont prises comme des discussions avec les autorités polonaises, des actions en justice... mais rien n'a encore totalement abouti. De plus, les personnes mobilisées subissent de manière récurrente des pressions de la part de *Chevron*.

Des acteurs internationaux ont été interpellés par la situation des paysans polonais et se sont directement mobilisés. C'est le cas par exemple de l'eurodéputé José Bové qui s'est directement rendu sur les terrains pour marquer son soutien aux paysans. Nous le verrons dans la dernière partie, ce genre de mobilisation n'est plus propre à un pays ou à une zone géographique en particulier mais donne naissance à de véritables solidarités et collaborations entre citoyens vivant la même situation. Les citoyens français touchés par le gaz de schiste se sont eux aussi sentis concernés par les événements se déroulant en Pologne.

D'autres mobilisations en Europe

- À Rosia Montana, en Roumanie, la compagnie canadienne *Gabriel Ressources* a pour projet de bâtir la plus grande mine d'or à ciel ouvert d'Europe. Un projet qui n'est à nouveau pas sans conséquences...

Tout d'abord parce que l'exploitation de l'or signifie l'utilisation massive de cyanure qui représente un danger majeur pour l'environnement. Ensuite parce que la création de cette mine signifierait la destruction totale d'un environnement dont le broyage de quatre montagnes, d'une partie du village et de vestiges datant de l'empire romain.

Pour une région qui vit du tourisme, ce projet constituerait un véritable carnage.

Pour mieux comprendre ce qui se passe à Rosia Montana :

<http://www.youtube.com/watch?v=irkFL1EPspQ>

Pour suivre le mouvement d'action citoyenne opposé à ce projet :

<http://www.rosiamontana.org/>

- Le projet d'Eldorado Gold dans le nord de la Grèce est un projet d'extraction aurifère qui inquiète les Grecs. En effet, la compagnie *Eldorado Gold* compte procéder à l'extraction de minerais dans les montagnes du nord du pays au moyen de techniques particulièrement polluantes.

Dans le climat de crise qui règne actuellement en Grèce, le gouvernement n'a pas hésité longtemps avant d'accepter l'exploitation de cette zone. Mais l'exploitation pourrait vite tourner au drame pour cette région dont l'une des ressources principales est son patrimoine naturel. Les citoyens grecs n'ont pas attendu longtemps pour se mobiliser contre ce projet et mènent toujours leur bataille pour que celui-ci n'aboutisse pas.



2.3. Comment réussir sa mobilisation ?

Au travers des différents cas de mobilisations pacifiques que nous venons de parcourir, il nous semble intéressant de mettre en avant certains éléments qui ont pu mener vers une plus grande réussite. Dans le cas de la mobilisation contre les industriels de l'extraction, les citoyens se retrouvent souvent démunis face à ces compagnies disposant d'énormément de moyens. Ces dernières sont en effet en possession de capitaux économiques élevés qui leurs donnent accès à un service juridique de pointe et leurs permettent une certaine collusion avec les hautes sphères politiques.

Il est important dans les luttes citoyennes d'agir de manière organisée afin de pouvoir faire entendre sa voix. Comme nous l'avons vu précédemment, ce n'est pas parce que les militants possèdent moins de ressources économiques qu'ils ne peuvent pas pour autant mener leurs actions vers le succès.

A blue-tinted portrait of Franck Poupeau, a French sociologist, is visible in the background of the quote box.

“Un travail de mobilisation à la base, favorisant la participation sociale, donne force de légitimité à la contestation.”

Franck Poupeau,
Sociologue français

Une mobilisation locale

Une mobilisation démarrant à la base, c'est-à-dire issue directement d'un mouvement citoyen, donne un poids supplémentaire à la contestation. Les citoyens étant directement touchés par les situations, leur soulèvement n'en est que plus légitime.

Au-delà de la mobilisation locale, c'est également une bonne coordination entre citoyens et groupes de citoyens qui fait la différence dans l'action. Cette coordination permet tout d'abord de faire circuler l'information qui, comme nous l'avons vu, est bien souvent manquante dans ces contextes d'extraction de ressources.

Une bonne coordination globale

La coordination permet de réaliser des actions de plus grande ampleur et donner plus de visibilité au mouvement. Face à des enjeux si importants et comprenant des adversaires de poids, il est très important pour les citoyens de ne pas agir chacun de son côté et de faire front ensemble.

La coordination doit se faire tant à un niveau local, entre les différents collectifs de mobilisation, qu'à un niveau plus large. Une bonne coopération avec le monde politique ou judiciaire peut être un atout de taille dans les démarches de revendications. Enfin, une mise en réseau avec des acteurs internationaux variés permet un soutien indéniable à sa mobilisation.



Partie III

Éveil de la conscience collective : vers des solutions globales

Ces combats contre l'extraction des ressources naturelles et surtout contre la destruction d'environnements de vie ont pour la plupart démarré au niveau local. Ils tendent aujourd'hui à s'étendre à un niveau international.

Les populations touchées par ces événements se sentent de plus en plus liées les unes aux autres, conscientes que l'extraction est un problème transposable à d'autres régions et que les enjeux qui en découlent sont mondiaux. C'est ainsi que nombre de solidarités sont en train de se créer entre les mouvements sociaux.

Dans cette troisième et dernière partie, nous nous arrêtons un temps sur cette prise de conscience des populations. Nous verrons ensuite les actions mises en place à l'échelle internationale et les solutions qui pourraient être apportées sur le long terme.

3.1. Prise de conscience d'un problème global

Le slogan de la campagne française contre le gaz de schiste révèle une nouvelle dimension dans la mobilisation populaire. "Non au gaz de schiste, ni ici, ni ailleurs, ni aujourd'hui, ni demain". Les militants français clament par ce slogan leur opposition totale au gaz de schiste, non seulement chez eux mais également dans d'autres parties du monde, sans limites de temps.

Cette constatation pourrait sembler quelque peu simpliste. Pourtant, ce slogan révèle une véritable conscience de la part des citoyens que si l'extraction n'a pas lieu chez eux, elle sera délocalisée ailleurs et ce seront d'autres individus qui en pâtiront. Jusqu'à présent, peu de pays du Nord ont goûté à ce que pouvait être l'extraction massive des ressources sur leur propre

*"Non au gaz de schiste,
ni ici, ni ailleurs,
ni aujourd'hui, ni demain."*

**Slogan de la campagne
française contre le
gaz de schiste**

territoire et ne se rendent ainsi pas compte de ce que cela représente concrètement.

On comprend désormais que ces réalités sont liées, ce qui donne lieu à un véritable glissement des mobilisations à l'échelle internationale. Nombreux sont les citoyens français qui militent aujourd'hui contre les gaz de schiste en Pologne ou en Patagonie, conscients qu'ayant chassé les industries de chez eux, celles-ci se rabattent sur d'autres parties du globe.

Des enjeux globaux

Cette conscience ne peut être dissociée non plus des enjeux mondiaux liés à l'environnement et au respect des droits humains.



“Nos générations se trouvent confrontées à cette mutation culturelle immense qui est d’adapter l’énergie de l’humanité à la finitude du monde.”

Hervé Kempf,
journaliste à Reporterre

Notre époque est celle des grands bouleversements climatiques. Si les comportements de consommation ne changent pas et que nous continuons à imaginer que les ressources de la terre sont infinies, nous courrons droit à la catastrophe. Les mouvements sociaux tendent à se mondialiser, car ils ont conscience que ces enjeux ne concernent pas uniquement des situations locales mais bel et bien un ordre mondial.

L'effort à fournir pour changer les choses doit se faire non seulement à la base mais également au-delà des frontières de chaque pays. C'est une véritable mouvance mondiale du changement qui est en train de se créer.

Nous pouvons observer cette mondialisation des mobilisations notamment au travers des mouvements de type *Occupy* que nous avons vus précédemment dans le cas de la Pologne. Ceux-ci se déploient un peu partout dans le monde, rassemblant des citoyens de tous horizons qui veulent se battre pour un monde plus juste.



Dans ces combats, les clivages traditionnels de type Nord-Sud ont tendance à se brouiller. On observe une augmentation des relations de type Sud-Sud, Nord-Nord, Sud-Nord. Les solidarités ont de plus en plus tendance à se baser sur la coopération d'égal à égal que sur une relation d'aide. C'est dans ce sens que s'opèrent actuellement de véritables échanges d'information entre les populations touchées par l'extraction. Chacun peut dès lors faire valoir ses droits au mieux et cela peu importe où il se trouve dans le monde.

3.2. Passer à l'action

Face à ce constat de l'extraction comme un enjeu international, diverses initiatives ont été mises en place afin de regrouper des mouvements citoyens à travers le monde. Nous avons parlé préalablement des mouvements *Occupy*. Nous nous arrêtons ici sur une nouvelle initiative internationale : le *Forum Contre les Grands Projets Inutiles Imposés*. Nous verrons ensuite quelles sont les possibilités d'actions futures à l'échelle locale mais aussi plus largement à l'échelle nationale et européenne.

3.2.1. Le Forum Contre les Grands Projets Inutiles Imposés

Cette initiative populaire, née en 2011, regroupe différents groupes de citoyens à travers l'Europe qui militent contre de grands projets mis en place dans leur région.

"Inutile" signifie ici qu'après expertise, il s'avère que ces projets qui sont bien souvent financés par les gouvernements eux-mêmes, se révèlent au final très peu rentables et apportent des bénéfices minimes, voir néfastes, à la population.

Ce Forum part du constat qu'on observe de plus en plus souvent, en Europe, des révoltes citoyennes contre de grands chantiers allant à l'encontre des droits sociaux et environnementaux. Il regroupe dif-

férents mouvements citoyens liés à ces projets pour que ceux-ci puissent lutter ensemble.

Le Forum se veut un espace d'échange entre les différents groupes où ceux-ci pourront faire circuler des informations sur les projets mais également trouver des alternatives durables protégeant l'environnement et le lien social.

Dans un premier temps, la plupart de ces *grands projets inutiles imposés* regroupent essentiellement des projets de construction : routes, aéroports, lignes ferroviaires, stades de foot... mais depuis 2014, les projets extractifs ont également été ajoutés à la liste. À ce titre, le dernier Forum a eu lieu à Rosia Montana en Roumanie, lieu symbolique puisqu'il est celui des luttes contre l'implantation de la plus grande mine d'or à ciel ouvert d'Europe.

"Nous souhaitons échanger des idées, nous entraider et coordonner les manifestations et la résistance contre les méga projets inutiles et imposés, tant en Europe qu'ailleurs. Pour nous, c'est très important de préserver l'environnement et le fondement social de la vie des hommes. Nous essayons de mieux comprendre la cause; le cadre; le contexte social de ces méga projets. Nous cherchons des alternatives durables à ces projets et des visions sociales qui éliminent ces projets. Qui plus est, nous souhaitons passer plus de temps ensemble et mieux nous connaître."

Forum Contre les Grands Projets Inutiles Imposés

Les possibilités d'action du *Forum*

Ce *Forum* permet la mise en place d'une solidarité internationale ainsi que le renforcement des liens entre les différents mouvements.

Comme nous l'avons vu précédemment, un enjeu essentiel de la mobilisation est la bonne coordination des groupes d'actions. Une structure comme celle du *Forum Contre les Grands Projets Inutiles Imposés* permettrait, à la longue, d'améliorer cette coordination nécessaire au fonctionnement du travail en réseau.

Pour plus d'information sur
le *Forum Contre les Grands
Projets Inutiles Imposés* :
[http://rosiamontana.org/
fauimp4/fr/](http://rosiamontana.org/fauimp4/fr/)

3.2.2. Les possibilités d'action à l'avenir

Tout au long de cette étude nous avons pu remarquer que différents niveaux d'action sont possibles. En reprenant rapidement chacun d'entre eux, voyons quelles sont les possibilités d'actions qui peuvent être mises en œuvre dans l'avenir.

La création de ce type de réseau trouve avant tout son importance dans l'échange d'informations qu'il peut représenter. Chaque mouvement local possède des connaissances. Les mettre en lien permet à chacun individuellement d'avoir accès à d'avantage d'informations.

L'une des visées futures du *Forum* est de mettre en place un groupe d'experts compétents, capables de juger de l'utilité réelle d'un projet. Celui-ci pourra être mobilisé par les populations jugeant qu'un *grand projet inutile imposé* entre dans une phase d'installation près de chez elles. Les arguments de ces experts pourront influencer dans la balance des négociations avec les autorités et permettront à la société civile de peser plus lourd dans les débats.

Au niveau local

Nous avons vu qu'il est toujours intéressant qu'une mobilisation parte du niveau local car cela donne davantage de légitimité aux revendications. Il est donc important que les acteurs de terrain restent mobilisés et tentent au maximum de faire entendre leurs voix au plus grand nombre. Il s'agit ici



que chaque individu prenne à cœur son rôle de citoyen et ne cesse de revendiquer le respect de ses droits.

L'action locale peut se mener sur plusieurs fronts qui doivent se combiner les uns avec les autres. Manifestations, actions pacifiques "coup de poing", pétitions, interpellations directes des autorités ou encore actions en justice sont autant de procédés qui peuvent mener à une meilleure visibilité des mobilisations tout en conservant une grande efficacité.

Il s'agit pour les citoyens de se positionner directement dans un débat et une réflexion sur les choix de société. Quel monde voulons-nous pour nous-mêmes et nos enfants ? Quel modèle économique choisissons-nous de

suivre ? Autant de questions qui ont le mérite d'être abordées avec des citoyens lambda !

Au niveau national

Chaque gouvernement a également sa part de responsabilité. En tant que représentant de la population, il se doit d'écouter et d'étudier les revendications citoyennes qui lui parviennent. Les dirigeants doivent ainsi faire la part des choses dans les décisions qu'ils prennent afin de veiller au bien-être de leurs citoyens.

C'est également aux gouvernements de faire des choix sur l'avenir énergétique de leur pays et le modèle économique qu'ils souhaitent suivre. Il est donc de leur responsabilité de choisir

entre l'exploitation massive de leur sol allant de pair avec une consommation d'énergie accrue et une politique de transition énergétique.

Au-delà de ses frontières, chaque pays doit également prendre la responsabilité des actions de ses entreprises sur les sols étrangers. Un cadre doit être mis en place pour que les compagnies agissent en cohérence avec le respect des droits humains et environnementaux.

Il est nécessaire de légiférer davantage sur la question afin de respecter au mieux les droits fondamentaux de chacun. Il convient notamment de mettre fin aux législations de complaisance pour les industriels de l'extraction.

“Ce fut l'occasion aussi d'interpeller le gouvernement français sur la nécessité de reconnaître la responsabilité légale des maisons-mères des multinationales sur les activités de leurs filiales et sous-traitants à l'étranger.”

**Synopsis du film
“Terres de schiste”**

Niveau international

Agir au niveau européen et d'autres organismes internationaux est également d'une importance capitale. En effet, il faut réguler non seulement ce qui se passe sur le territoire européen mais également ce qui se produit à l'extérieur par des entreprises du Nord et du Sud. La nécessité de la mise en place d'une norme contraignante visant à opérationnaliser la responsabilité sociétale des entreprises devient de plus en plus criante.

Ainsi, les Nations Unies ont entamé en 2014 un processus au sein du Conseil des Droits de l'Homme afin de se doter d'un traité international visant à encadrer les agissements des entreprises. Basé sur le cadre *Respecter-Protéger-Remédier* élaboré par l'ancien rapporteur pour les *Entreprises et Droits de l'Homme* John Ruggie⁸, ce long chemin législatif devrait permettre d'assurer, à termes, davantage de protection des populations victimes d'agissements des entreprises.

⁸ <http://www.cidse.org/content/sectors/business-a-human-rights/bahr-in-the-united-nations/bahr-in-the-united-nations.html>



Conclusion

Tout au long de cette étude nous avons présenté une introduction de l'état des mobilisations liées à l'extraction des ressources naturelles et en particulier du gaz de schiste dans les pays du Nord.

Tout d'abord, nous sommes revenus sur la conjoncture actuelle de mondialisation et de recherche d'indépendance énergétique dans laquelle se déploient ces mouvements. Comme nous avons pu le voir particulièrement dans la dernière partie, ce contexte est aujourd'hui primordial puisqu'il explique non seulement les raisons de l'augmentation de la production dans le Nord mais aussi l'internationalisation des mobilisations sociales.

Nous avons également pu mettre en exergue les différents enjeux et acteurs qui interviennent dans ce type de situation ainsi que le scénario-type qui semble se reproduire dans chacune d'entre elles. Ces scénarios et acteurs, nous les avons retrouvés dans les différents cas concrets que nous avons abordés notamment au travers des exemples de la Pologne et de la France.

Cette étude nous a permis de mettre en avant deux constatations majeures :

- De plus en plus de projets d'extraction des ressources naturelles viennent s'implanter dans les pays du Nord. Ce constat est la conséquence directe d'une volonté d'indépendance énergétique mais aussi d'une difficulté grandissante d'obtenir des ressources provenant de pays du Sud. Des situations politiques instables, des conflits locaux mais aussi la diminution de l'offre en ressources naturelles sont autant de raisons qui rendent



l'approvisionnement difficile. Ces nouveaux projets sont une menace directe pour l'environnement et la population. Il devient donc urgent de réagir par des choix de société pour éviter de se retrouver dans des situations irréversibles.

- Bien que ces situations semblent souvent difficiles à contrer, il n'est pas impossible de s'y opposer. Nous en avons eu la preuve avec les différents mouvements qui se sont mis en place. La France et la lutte contre le gaz de schiste en sont un bel exemple.

La mobilisation contre l'extraction des ressources naturelles est une possibilité nouvelle pour chaque citoyen de s'exprimer, relançant ainsi directement des processus démocratiques nouveaux. Dans un monde où les espaces d'expression politique semblent de plus en plus restreints et où le citoyen n'a que trop peu la parole en dehors des périodes d'élections, ces soulève-

ments pacifiques nous montrent qu'il est possible d'exprimer son opinion, se faire entendre et d'être ainsi un citoyen pleinement actif au sein de la société.

Il ne reste donc qu'une seule chose à faire : se mettre en mouvement !

Guénaelle de Meeus
Commission Justice et Paix
Belgique francophone



Design : www.acg-bxl.be

Crédit photos :

- © Giacomo Oliva/www.flickr.com
- © Richard Masoner/Cyclelicious/www.flickr.com
- © Parti Québécois/www.flickr.com
- © Greensefa/www.flickr.com
- © Eric Baker/www.flickr.com
- © Nicolas Sawicki/www.flickr.com
- © Daniel Foster/www.flickr.com
- © Steve Rhodes/www.flickr.com
- © Rainforest Action Network/www.flickr.com
- © Wealldo/www.flickr.com
- © Nicolas Sawicki/www.flickr.com
- © Pierre Desmarest/www.flickr.com



L'actualité du gaz de schiste en France et en Pologne est révélatrice de l'importance du débat autour de l'extraction des ressources naturelles sur le vieux continent. À l'heure de la mondialisation où la course est à l'indépendance énergétique, l'exploitation des sous-sols est plus que jamais au cœur des discussions. Cette question controversée ne laisse pas les citoyens européens indifférents ; nombre d'entre eux se mobilisent pour s'opposer aux grands projets d'extraction.

Ce document propose de prendre conscience de l'action et des motivations de ces mouvements de contestation. Dans quel contexte s'inscrivent-ils ? Comment prennent-ils naissance ? Quels sont les composants de leur succès ? Ces questions nous permettront de mieux comprendre comment les enjeux globaux s'incarnent dans le concret de la vie des populations.

Commission Justice et Paix

Rue Maurice Liéart, 31/6
1150 Bruxelles

www.justicepaix.be
info@justicepaix.be



Étude 2014



Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles.
La Commission Justice et Paix est également reconnue comme ONG par la Direction Générale Coopération au Développement et Aide Humanitaire.